

Bouteflika appelle à reconstruire le dialogue social

D'abord dans son discours à la nation puis lors du Conseil des ministres du 2 mai, le président Bouteflika a appelé à une réforme de l'Etat.

D'abord revoir la Constitution et le partage du pouvoir entre le président et son Premier ministre mais, plus important encore, entre l'exécutif et le Parlement. Une commission d'experts va se pencher sur ce dossier mais le dernier mot sur le projet reviendra au président de la République. Puis ce sera au peuple de se prononcer soit par le biais de ses représentants au Parlement, soit directement par référendum. Les réformes auxquelles a appelé Bouteflika ne concernent pas uniquement la loi fondamentale du pays. Les collectivités locales seront, elles aussi, revisitées : nouvelles prérogatives aux assemblées locales élues, nouvelles attributions aux autorités locales dans leurs rapports aux autorités centrales, nouvelles répartitions entre les élus locaux et les administrations publiques en charge de la gestion des territoires.

Parmi les réformes annoncées par le président de la République il y a aussi celles qui touchent au dialogue social, d'abord au sein de l'entreprise, mais aussi au plan macroéconomique entre le gouvernement, le patronat et les syndicats des travailleurs. Nous avons déjà en Algérie le Pacte économique et social. Mais ce pacte doit être revu et surtout amélioré.

Qu'est-ce qu'on entend par pacte économique et social ?

Il faut rappeler, en effet, que c'est déjà à la fin des années 80 que les réformateurs du FLN, en écho aux revendications de l'UGTA, lancent l'idée de l'adoption d'un pacte social. Mais la Centrale syndicale, craignant de voir sa marge de manœuvre être sérieusement rognée par des engagements pris dans un contexte politiquement et socialement instable, a fait la sourde

oreille aux propositions du gouvernement. Au début des années 2000, la nouvelle équipe arrivée aux affaires relance l'idée et propose la conclusion d'un pacte économique et social, le rajout du qualificatif économique était là comme pour marquer l'impératif d'une dichotomie voulue par le gouvernement : du social oui, mais adossé à une performance et une compétitivité économiques avec tout ce que cela comporte comme objectifs d'amélioration de la productivité, d'abandon de l'assistanat, d'accélération des privatisations, d'ouverture économique, de libéralisation des prix... Le social n'est pas consubstantiel à l'Etat. Celui-ci ne porte pas en lui-même l'impératif social quelle que soit la situation de l'économie. Alors, certes les partenaires sociaux ont des exigences sociales mais ils ont aussi des devoirs économiques. Le problème était et reste précisément de définir ces devoirs économiques et de les situer dans un projet consensuel qui propose une allocation des ressources acceptée par tous et la justifie. Nous pouvons observer, en tout cas, qu'en cette période du début de la décennie 2000, il y avait encore un air de rigueur et en tout cas un discours moins populiste. Tout cela semble avoir fait long feu et la rente pétrolière est passée par là (encore une fois !).

Qu'est-ce qu'un pacte social ?

Mieux encore, que pourrait être un pacte économique et social comme l'ont dénommé les Algériens ?

Il faut observer, en effet, que cette appellation de Pacte économique et social est spécifique à l'Algérie (encore une spécificité algérienne !). Dans les pays à démocratie avancée, on parle de pacte social. C'est dans les pays nordiques que la pratique de pacte social a le plus prospéré. Nous savons que dans ces pays, c'est le système de démocratie qui est en œuvre. Une démo-

cratie sociale faite de dialogue, de négociation et d'élaboration de consensus et non pas celui de démocratie de conflit, qui caractérise par exemple le système français, faite de revendications, de manifestations et surtout de grèves syndicales. Dans les pays nordiques (Suède, Danemark, Finlande), le pacte social est un accord tripartite qui porte sur la politique sociale de l'Etat. Il définit plus précisément les principes qui président à la politique sociale, celle du pouvoir d'achat et des salaires, celle plus sensible encore du droit du travail et notamment le code du travail. Ce pacte est négocié par les syndicats, le patronat et le gouvernement. Il est adopté et son application est suivie régulièrement par chacun des partenaires. Il est renégociable à délai défini, en principe un an.

Généralement, les syndicats y revendiquent l'indexation des salaires (indexer les salaires au coût de la vie), l'assurance-chômage et un système de protection sociale par répartition fondé sur la solidarité et la redistribution.

Le recours à la grève par les syndicats devient exceptionnel et les révisions de la politique sociale par l'Etat ne peuvent avoir lieu qu'en concertation avec les syndicats. Le patronat, pour sa part, obtient un ensemble de «souplesse» qui touchent à la flexibilité du marché du travail, la négociation du niveau de la pression fiscale qui pèse sur les entreprises ainsi que la révision des politiques salariales. Tous ces dossiers ayant été discutés lors de l'élaboration du pacte social. Le gouvernement, quant à lui, défend la stabilité macroéconomique, les équilibres financiers internes et externes, la mobilisation des acteurs économiques pour une croissance économique robuste, c'est-à-dire sans déficit budgétaire et sans inflation et durable.

Bien évidemment, ce pacte est un consensus, c'est-à-dire «une solution qui ne satisfait

personne mais avec laquelle tout le monde peut vivre». Une solution qui fait en tout cas avancer la société dans la résolution de certains de ses problèmes.

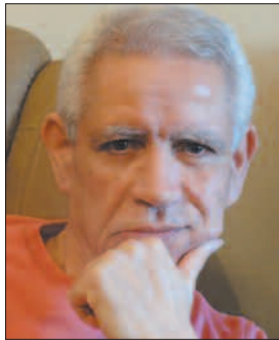
En Algérie, donc, un pacte économique et social a été signé par l'UGTA, les organisations patronales et le gouvernement. Ce pacte n'a pas été malheureusement du niveau de ceux signés dans les pays nordiques. Il est resté vague, peu détaillé et sans obligations clairement établies. On aurait aimé qu'à l'occasion de cette 13^e tripartite, les partenaires sociaux et le gouvernement engageant enfin un vrai débat et un vrai dialogue approfondi sur au moins trois dossiers :

- 1- Comment construire une économie compétitive et efficace ;
- 2- comment consolider l'Etat redistributif ;
- 3- comment construire la cohésion sociale.

Même si le pacte économique et social doit être de portée plus modeste, il constitue une occasion, tellement attendue par les Algériens, de débattre sérieusement des perspectives économiques nationales, du projet économique que nous voulons pour notre pays et de ce que chacune des forces vives de l'économie peut y apporter.

La réussite, le succès passent obligatoirement par la mobilisation de tous et celle-ci exige le dialogue, la délibération, l'échange.

A. B.



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Quoi ? Ben Laden est mort ? Vite ! Attribuez-lui un numéro d'ISBN !

Etrange phénomène observé en haute mer par des scientifiques, ces dernières heures. La prolifération d'une nouvelle race de poissons.

Le poisson à barbe !

Je puis vous assurer que je fais des efforts. Des efforts colossaux pour me concentrer sur la mort de Ben Laden, et pas sur autre chose. Mais c'est dur ! Oh ! Lala ! C'est dur ! Pourtant, j'entends bien ici et là, à droite et à gauche, en haut et en bas tous ceux qui m'expliquent que la disparition dans l'eau de mer du fondateur d'Al Qaïda est historique. Tout cela, j'en ai bien conscience. Sauf que ma première pensée, figurez-vous qu'elle va à la mer, et aux poissons. Tout de même ce que l'on fait subir de nos jours à l'environnement ! C'est intolérable. Une fois cette réflexion écologique digérée, je tente de nouveau de me re-concentrer sur Oussama. Rien à faire ! Plus je fais l'effort, moins j'y arrive. Mon cerveau rêve est encore scotché sur ces étudiants empêchés de marcher dans leur capitale lundi dernier, et tabassés. Violentés à Alger, pas à Abbottabad, au Pakistan. Excédé par le fait que ma cervelle n'en fasse qu'à sa tête, j'essaie de revenir à l'essentiel, Ben Laden. Et plus j'essaie, plus c'est la ministre de l'ISBN qui revient danser devant mes yeux ahuris. Ah ! Celle-là tout de même ! Voilà ce que j'ap-

pelle de la discipline et de l'abnégation. Il y a quelques années, on lui a remis un contrat. Et depuis, elle l'exécute avec un sérieux qui ferait pâlir de jalousie Polori. Je suppose qu'elle doit disposer d'un logiciel ultra-performant. Dès qu'une demande de numéro d'ISBN est formulée pour un bouquin de ce taulard de Benchicou, bip ! bip ! Son logiciel l'alerte aussitôt. Branle-bas de combat au ministère de l'ISBN. Clic ! Clac ! On verrouille. On ferme ! C'est fou tout de même la technologie ! Mais dans cette affaire, et à cause de ce mec qui, au lieu de se taire, de se faire oublier, écrit des livres – mon Dieu, quelle idée ! Ecrire des livres – je n'arrive toujours pas à me concentrer sur la mort de Ben Laden. Tout de même ! C'est important, la mort de ce gars-là. Il faut que j'arrive à la fin à ne parler que de lui. Le problème, c'est que la fin est déjà là. 30 lignes d'une chronique sans avoir abordé le seul sujet qui vaille d'être traité en ce moment en Algérie, un pays qui vit une «transition douce et harmonieuse» – merci Tata Louisa pour cette formule zygomatiquement énergisante – c'est un comble ! Demain, peut-être. Oui ! Demain, je tenterai de vous parler de Ben Laden. Ou peut-être d'Ayemen Al Zawahiri. Mais surtout pas du ministère de l'ISBN, des dangereux écrivains récidivistes, encore moins des étudiants matraqués en toute franchise. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

L'INFO QUI VOUS RESSEMBLE À 50 DA/MOIS



APPELEZ LE

OU

404

ENVOYEZ UN SMS AU



L'Algérie تعيش

www.djzzzy.com

SCOOP, ACCÉDEZ À L'ACTUALITÉ DE VOTRE CHOIX EN ARABE

